



Afrika Zamani, Nos. 13 & 14, 2005–2006, pp.101–115

© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
& Association des historiens africains 2006 (ISSN 0850-3079)

Les causes des violences ethniques contemporaines dans l’Afrique des Grands Lacs : une analyse historique et socio-politique

Joseph Gahama*

Résumé

Treize ans après, tout le monde a encore en mémoire le génocide des Tutsi qui a eu lieu au Rwanda en 1994. On se souvient également des terribles violences à caractère ethnique qui ont secoué le Burundi en octobre 1993 après l’assassinat du Président Melchior Ndadaye et qui ont entraîné plusieurs milliers de morts et paralysé totalement les institutions étatiques. La chute de Mobutu au Congo en 1996 n’a été possible qu’après « une guerre de libération » dont on perçoit aisément des mobiles ethnico-politiques.

Contrairement aux idées largement propagées par les médias à sensation, toutes ces tragédies ne se sont pas produites spontanément : elles ne relèvent pas simplement des antagonismes ancestraux qui surgissent périodiquement. Elles ont des causes facilement identifiables qui s’enracinent dans un passé relativement récent. Cependant, elles conduisent toutes à un constat amer : les élites successives qui ont dirigé la région des Grands Lacs depuis les indépendances ont choisi délibérément d’accentuer les clivages ethniques des pays concernés, de marginaliser et d’exclure après avoir déshumanisé ceux qui n’étaient pas au pouvoir en légitimant le recours à la violence. La culture de l’impunité devint un élément central durant ce processus.

En s’appuyant sur les cas concrets du Rwanda, du Burundi et de l’Est de la République Démocratique du Congo, en utilisant une méthodologie qui emprunte à la fois à la rétrospective historique et à la sociologie politique, cette contribution voudrait mettre en exergue les principales causes des violences ethniques contemporaines dans ces pays.

De manière concrète, il s’agira d’analyser successivement la place et la nature des élites dans la manipulation politique des groupes ethniques, les problèmes structurels du sous-développement, les facteurs psychologiques des conflits, la dégradation des valeurs socio-culturelles, la dimension régionale des violences et le rôle de la communauté internationale.

* Kigali Institute of Education, Rwanda, jgahama@yahoo.fr

Abstract

Thirteen years later, everybody remembers the genocide of the Tutsi of Rwanda which occurred in 1994. People also remember the atrocious ethnic violence in Burundi in October 1993 after the murder of President Melchior Ndadaye where thousands of people died and destroyed completely the government institutions. The fall of Mobutu regime in Congo in 1996 was possible after “a liberation war” where ethnic and political reasons are clearly visible.

Unlike the ideas which are disseminated by the sensational media, all the tragedies did not occur spontaneously. They do not simply reveal ancestral disputes which emerged from time to time. They have various causes which are easily identifiable. They are rooted in a relatively recent past. However, they all lead to a bitter observation: the elite in the Great Lakes Region who ruled since the independence have purposely decided to emphasize the ethnic division in the concerned countries, to marginalize and adopt exclusion after dehumanizing other citizens who were not in power by resorting to violence. Impunity became a central element in this process.

As we focus on the cases of Rwanda, Burundi and the Eastern region of the Democratic Republic of Congo, using a methodology which refers to both the historical retrospective and political sociology, this contribution highlights the main causes of current ethnic violence in these countries. Precisely, we will analyze successively the role and the nature of the educated people in the political manipulation of ethnic groups, the structural problems of underdevelopment, the psychological factors of the conflicts, the degradation of socio-cultural values, the regional dimension of violence and the role of the international community.

Introduction

Il est connu que ces quarante dernières années, la région des Grands Lacs est-africains qui couvre actuellement grosso modo l'Ouganda, l'Est de la République démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda et l'Ouest de la Tanzanie a été le théâtre des violences qui rendent compte des conflits qui s'enracinent dans un passé à la fois récent et lointain. Pourtant, elle a vu émerger depuis le XIV^e siècle des monarchies dont les structures solides caractérisées par une forte cohésion sociale et politique n'avaient rien à envier aux civilisations occidentales. On peut citer à ce propos le Buganda, le Bunyoro, le Toro, le Nkore, le Rwanda, le Burundi, le Karagwe, le Buhaya, le Buha, le Bushi, etc.¹ Ces royaumes, dont l'organisation politique a étonné les premiers Européens qui sont arrivés dans la région, vont subir profondément des transformations sous les colonisations allemande, belge et britannique. Très tôt au lendemain des indépendances, les jeunes États firent face à des violences caractérisées par des massacres ethniques à grande échelle, par

des départs en exil de milliers de personnes, par une insécurité généralisée, par un marasme économique et par un mauvais environnement sous-régional.

Cette contribution voudrait, à travers une approche à la fois historique et sociologique, relever un certain nombre de causes qui sous-tendent ces violences. Elles sont essentiellement de natures politique, économique, psychologique et socio-culturelle.

Les causes politiques

Tous les observateurs qui ont étudié un tant soit peu la région des Grands Lacs constatent que les violences ont une origine d'ordre politique. Les anciennes monarchies, dont les structures politiques étaient basées plus sur les clans que sur les ethnies, connaissaient des dysfonctionnements qui aboutissaient à des violences. Par exemple, lors de l'expansion du Buganda dans les années 1850 au dépens de ses voisins, tous les captifs étaient réduits en esclavage, la mort du roi au Nkore occasionnait des guerres entre prétendants au trône au sein de la famille royale, au Burundi, les chefs se battaient pour agrandir leurs territoires. La société ancienne avait ses « paysans sans terre » réduits à cette triste condition par des problèmes d'ordre familial et politique. Certaines autorités n'hésitaient pas à chasser de leurs propriétés les sujets récalcitrants ou de spolier les éleveurs qui n'avaient pas leurs faveurs.

Bien qu'une certaine opinion cherche absolument à démontrer que les antagonismes actuels entre les composantes ethniques des sociétés interlacustres actuelles remontent dans la nuit des temps, les sources historiques tant écrites qu'orales ne mentionnent pas des conflits qui auraient mis aux prises par exemple au Rwanda et au Burundi les Hutu d'un côté et les Tutsi de l'autre dans la période pré-coloniale.

Les manipulations coloniales

Les causes lointaines des violences contemporaines sont à chercher davantage dans la politique de manipulation des ethnies par le pouvoir colonial, qu'il soit allemand, belge ou britannique. Selon une théorie des invasions successives préconisée par l'explorateur John Speke en 1863 dans le cadre du mythe hamitique, les administrateurs coloniaux, appuyés fortement par les missionnaires en majorité catholiques, classèrent les populations de manière très hiérarchisée en Hamites, en Bantous et en Pygmées. On peut citer à ce sujet le livre de L. Seligman, *Races of Africa*, paru à Londres en 1930 et réédité jusque récemment pour l'Afrique britannique, les écrits de A. Moeller pour l'Est de la République Démocratique du Congo ou ceux de P. Ryckmans, de Mgr L. Classe, de L. De Lacger, etc. pour le Rwanda et le Burundi.²

Les populations furent décrites sur le plan physique de manière on ne peut plus caricaturale. Les Hamites dont les représentants seraient les Tutsi du Rwanda et du Burundi, ainsi que les Hima du Nkore, du Karagwe et du Buhaya furent perçus comme une race de géants aux allures aristocratiques, tandis que les Hutu, les Bairu, les Baganda, les Bashi, les Bahavu, etc. d'appartenance au groupe bantou étaient décrits comme des gens trapus, aux cheveux crépus, aux nez épatés. Les Twa pygmoïdes étaient qualifiés de « grotesques petites créatures », faisant partie d'une race vieille et fatiguée, vouée à la disparition.

Ces descriptions furent à l'origine des « études scientifiques » basées sur des relevés anthropomorphiques effectués par G. Gerken et J. Hiernaux dans les années 1930 au Rwanda et au Burundi. Ils procédèrent aux mensurations des « échantillons » des diverses composantes ethniques que l'administration coloniale avait eu le soin de leur présenter. Ils mesurèrent la taille, le nez, l'épaisseur des lèvres, la grosseur de la tête. Il en résulta des stéréotypes centrés sur les canons de la beauté avec la mise en exergue de la prestance, de la finesse des traits et de l'élégance des uns par rapport aux autres. Cela fut repris systématiquement par tous les travaux ultérieurs.

Pire encore, le regard colonial et missionnaire porta sur les ethnies des jugements moraux globalisants. Aussi, par exemple, les Tutsi étaient-ils considérés comme intelligents, doués d'aptitude au commandement, dès lors que les Hutu étaient moins malins et s'étaient laissés naturellement asservir. On constate que toute la littérature européenne de la période coloniale s'efforça de montrer que la région des Grands Lacs était habitée par des races différentes et surtout supérieures les unes aux autres selon la vision défendue par Joseph-Arthur de Gobineau dans la deuxième moitié du XIXe siècle. En effet, elle évoquait de manière lancinante l'inégalité entre la minorité des seigneurs hamites et la masse des serfs hutu.³

Au Rwanda et au Burundi, les premiers signes de clivages entre les diverses composantes de la société apparurent dans les années 1930, lorsque la Belgique dans sa politique d'administration indirecte, décida de s'appuyer sur les Tutsi. Elle consigna dans les carnets d'identité les mentions ethnique et clanique. Lors d'une vaste réforme administrative couvrant la période de 1929 à 1933, elle destitua toutes les autorités coutumières hutu.⁴ Les écoles, notamment celle d'Astrida au Rwanda fondée en 1929 pour former les futurs auxiliaires de l'administration, accueillirent en priorité les enfants des dignitaires. La nouvelle élite grandit, en se nourrissant du mythe hamitique qui créa chez les uns un complexe de supériorité et chez les autres un complexe d'infériorité.

À partir de la deuxième moitié des années 1950, le discours colonial opéra un extraordinaire retournement de la veste. Les Tutsi n'étaient plus les « bons

auxiliaires » dont ne pouvait se passer le pouvoir colonial, mais devenaient des « envahisseurs hamites » venus coloniser les Hutu. Lorsque le vent du nationalisme commença à souffler à la veille des années 1960, la Belgique en étroite collaboration avec l'Église catholique changea de stratégie : elle prit l'option de s'appuyer cette fois-ci sur « le brave peuple hutu », victime, selon elle, des exactions des « Tutsi féodaux ». Ces derniers devaient ainsi endosser les responsabilités des erreurs commises par l'administration coloniale.

Actuellement, aussi bien les hommes politiques du moment, en l'occurrence Jean Paul Harroy, ancien Résident Général du Rwanda-Urundi ou encore le colonel Guy Logiest, ancien Résident spécial du Rwanda que les chercheurs belges, à l'instar de l'éminent historien Jean Stengers ne cachent nullement leur rôle déterminant dans la cristallisation ethnique et dans les violences qui en découlèrent.

En Ouganda, l'Accord de 1900 faisait des Baganda des partenaires dans l'extension du pouvoir britannique dans tout le pays. Par manque de personnel européen, beaucoup d'administrateurs coloniaux dans le nord, l'est et l'ouest étaient de l'ethnie ganda. La haine du colonialisme se tourna plus sur eux que sur les Anglais. Ceci fut à la base des problèmes politiques que l'Ouganda allait connaître après l'indépendance.

L'action des élites politiques africaines

Les violences actuelles sont également imputables aux élites politiques qui se sont succédé à la tête des États postcoloniaux de la région des Grands Lacs. Sur le plan chronologique, on peut identifier grosso modo trois périodes. La première qui va de la fin de la colonisation à la moitié des années 1960 est caractérisée par une décolonisation manquée et par de graves difficultés aux lendemains des indépendances. En effet, celles-ci furent arrachées dans de très mauvaises conditions : assassinats et pertes des principaux leaders de l'Afrique belge (Patrice Lumumba au Congo, le roi Mutara Rudahigwa au Rwanda, le prince Louis Rwagasore au Burundi), troubles ethniques au Rwanda qui produisirent les premiers réfugiés d'Afrique, rébellions et sécessions au Congo. En Ouganda, la cohabitation entre le Roi-Président et son Premier Ministre fut de courte durée puisque le *kabaka* Frederic II Mutesa fut obligé de s'enfuir en 1966 quand son palais fut pris d'assaut par des troupes envoyées par Milton Obote et commandées par Idi Amin Dada. Ce fut une époque marquée par des violences à caractère essentiellement ethnique, conséquence du virus de divisions qui avait été introduit et développé par les colonisateurs et les missionnaires.

La deuxième période qui va de 1965 à la fin des années 1980 vit l'institutionnalisation des régimes militaires et autoritaires à parti unique durant lesquels les leaders politiques firent appel à l'armée et aux solidarités ethniques et régionales pour asseoir et consolider leurs pouvoirs : Mobutu au Congo, Habyarimana au Rwanda, Micombero et Bagaza au Burundi, Amin en Ouganda. On aboutit à des dictatures durant lesquelles les violences ethniques prirent une très grande ampleur.

La troisième période enfin concerne toute la décennie 1990 et le début des années 2000. Presque toute la région des Grands Lacs traversa des crises pendant lesquelles les rébellions jouèrent un rôle décisif : elles réussirent à s'imposer au Rwanda après 1994 et au Congo en 1966, tandis qu'au Burundi, les mouvements armés, après de longues négociations, acceptèrent de partager le pouvoir jusque là contrôlé par les Tutsi. Le nord de l'Ouganda et l'Est du Congo n'ont pas encore retrouvé la paix.

On peut affirmer sans risque de se tromper que toutes les violences récentes et actuelles qu'on observe un peu partout dans la région des Grands Lacs sont dues essentiellement à deux éléments. Primo, il y a la mauvaise gouvernance et des politiques divisionnistes basées sur l'idéologie du génocide, de la haine et de l'exclusion. Les grands services, la direction du pays sont répartis selon des considérations ethniques et régionales (cas des ressortissants des anciennes préfectures de Gisenyi et de Ruhengeri sous Habyarimana au Rwanda ou des élites tutsi des provinces du sud du Burundi sous Micombero, Bagaza et Buyoya). On va jusqu'à refuser la citoyenneté à des groupes ethniques considérés comme étrangers dans leur propre pays : un bel exemple nous est offert par les Banyamulenge dont on dit qu'ils ont une « nationalité congolaise douteuse ». Secundo, il y a la dictature et le mauvais leadership. Les grandes décisions politiques sont toujours prises par une poignée de personnes qui s'approprient tous les pouvoirs, qui les gardent jalousement et qui excluent les autres citoyens de la participation dans la direction du pays. Lorsque de surcroît, le pouvoir politique est la source essentielle des revenus comme on le verra plus loin, la lutte pour y accéder peut devenir une question de vie ou de mort.

Les problèmes structurels du sous-développement

À l'arrière fond de ces causes politiques se profile une dimension économique des conflits qui peuvent dégénérer en violences. Les pays de la région des Grands Lacs connaissent depuis leurs indépendances des problèmes structurels du sous-développement. Ils ont un revenu annuel par tête d'habitant inférieur à 500 dollars américains et occupent les dernières positions dans le classement mondial des indicateurs de développement humain effectué par le PNUD. Selon les données de la Banque mondiale, ces dernières années,

plus de 40 pour cent des gens sont pauvres, et dans certaines régions, ils ont atteint des niveaux alarmants avec $\frac{3}{4}$ ou plus de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté.

À la pauvreté monétaire s'ajoute la pauvreté humaine, c'est-à-dire que ces pays se caractérisent par un pourcentage très élevé de gens qui risquent de mourir avant l'âge de quarante ans, par un grand taux d'analphabétisme, par une forte malnutrition. Tous ces indicateurs montrent à suffisance que la situation économique de ces pays est assez précaire, ce qui va se répercuter au niveau des comportements individuels et collectifs.

On constate que très tôt après les indépendances, la gestion politique et administrative est aux mains des élites qui ont largement contribué à la cristallisation des violences. Dès lors que le cycle des violences s'installe, il va de soi que la croissance de la production a cédé la place à l'augmentation de la misère, tandis que les problèmes liés au sous-développement se renforcent. Il s'ensuit que les clivages initialement perçus comme étant de nature politique se sont transformés en enjeux économiques. Ces derniers constituent d'abord des positions qu'occupent les représentants des différentes composantes de la société dans l'économie publique, ensuite dans les structures politiques et administratives.

À y regarder de près, il y a certes des enjeux politiques évidents de participation au pouvoir, mais au fond les conflits qui amènent souvent vers les violences procèdent d'un jeu d'acteurs opposés essentiellement autour des biens matériels. Les secteurs modernes des économies des pays de la région des Grands Lacs sont largement dominés par les administrations et quelques entreprises publiques, le secteur privé étant presque inexistant. Les États sont les principaux employeurs, les richesses nationales sont concentrées entre leurs mains. Ils sont généralement perçus comme des « vaches laitières », mais qui malheureusement ne peuvent pas satisfaire aux besoins de tous, d'où naturellement une compétition farouche pour accéder à la gestion du pouvoir politique. Ceux qui arrivent à s'y hisser s'appliquent désormais à se servir et servir les leurs dans une logique de solidarités claniques, ethniques et régionales.

L'exercice du pouvoir se nourrit généralement de deux phénomènes : l'exclusion et le clientélisme. En effet, la stratégie d'exclusion politique et par conséquent de l'exclusion matérielle est érigée en mode de gouvernement. Elle s'applique à l'égard de tous ceux qui ne pensent pas comme les dirigeants politiques ou qui ne savent pas leur faire la cour. Les critères objectifs de nomination aux postes de responsabilités sont occultés et sont centrés sur des rapports affectifs ou clientélistes. Il est alors évident que cette politique

d'exclusion ravive les rancœurs. Elle contribue à créer les conditions minimales pour les affrontements et les violences.

Deux questions semblent être actuellement au cœur des violences dans la plupart des pays de la région des Grands Lacs : l'accès à l'emploi salarié lié à la scolarisation et l'accès à la terre. La question scolaire constitue un enjeu socio-économique majeur dans les conflits, car non seulement elle conditionne l'accès aux fonctions publiques, mais aussi elle est considérée comme le moteur de l'émancipation sociale.⁵ Dans les sociétés essentiellement agricoles comme celles du Rwanda, du Burundi et de l'Est de la République Démocratique du Congo, la terre est un facteur de production de grande importance et la survie individuelle et collective en dépend. Le problème de l'exiguïté des terres suscite chez certains agriculteurs un souci de capitalisation foncière pour accroître les chances de transmettre à la descendance de grandes exploitations. Il s'ensuit des rivalités paysannes que les politiciens exploitent pour exacerber les passions des populations démunies et pour les conduire à la violence.⁶

Les facteurs psychologiques des conflits

Aux causes politiques et économiques qu'on peut qualifier d'« objectives » s'entremêlent d'autres facteurs dits « subjectifs » qui jouent sur le registre psychologique de la manipulation, de la passion, de l'émotion, de la peur, des mécanismes de défense, etc. De ce fait, ils mobilisent des populations entières, alimentent les crises et mènent vers les violences (Nditije 1999:28–44). Par le biais du mythe hamitique, le colonisateur a falsifié les réalités sociologiques des populations en les présentant comme fondamentalement différentes et supérieures les unes aux autres, comme nous l'avons vu plus haut. Il leur a transmis une sorte d'« héritage culturel » relatif aux traits physiques, intellectuels et psychologiques de chaque ethnie, lesquels traits ont été perçus, par le phénomène de globalisation, comme appartenant à tous les membres de cette ethnie. Celle-ci a ensuite développé des stéréotypes, c'est-à-dire qu'elle a porté sur l'autre des jugements s'appuyant sur des idées préconçues.

Les politiques de discrimination et d'exclusion initiées sous la colonisation et développées après les indépendances ont eu des effets énormes qui ont contribué à l'exacerbation des conflits violents, dans la mesure où elles ont notamment créé des attitudes et des comportements propres à chaque ethnie ou chaque région. A force d'évoquer les problèmes de cette partie du continent africain sous le prisme d'appartenances ethniques ou régionales, les ethnies et les régions ont fini par se positionner et s'identifier comme fondamentalement différentes. Chacune d'elle étiquette « l'autre » comme « le mauvais », « le méchant », par opposition au « nous » qui correspond

au « bon », à « la victime innocente », à « la vertu ». Cette image négative et qui diabolise l'autre ethnique ou l'autre région va conduire à la peur de l'autre, d'autant plus que les violences qui jalonnent l'histoire récente viennent la conforter. En effet, les divers massacres ont provoqué la peur individuelle et/ou collective : peur de la mort, du châtimeur, de la vengeance, de l'exclusion, de la justice, etc.

Cette peur à son tour a entraîné soit la peur préventive (il faut devancer l'autre en frappant le premier), soit la peur vindicative (il a tué les miens, je dois les venger en tuant davantage dans ses rangs). Il se crée alors entre les ethnies et les régions une distance à la fois physique qui n'accepte plus la fréquentation et psychologique, car la peur amplifie davantage à chaque crise. On assiste ainsi à la montée de la haine. Il suffit alors d'un petit différent pour rallumer les conflits et faire exploser les violences.

Les cycles de violences répétitifs ont fini par créer ce que Sylvestre Barancira appelle un contentieux de sang, né de la mémoire des événements qui ont endeuillé les pays antérieurement.⁷ Chaque violence rappelle la précédente et les plaies sont rouvertes sans avoir jamais eu le temps de se cicatrifier. Chaque ethnique ou chaque région reste persuadée qu'elle a le monopole de la souffrance et se voit menacée dans sa survie physique et dans son épanouissement. Comme les concepteurs des crimes ne sont jamais identifiés individuellement, c'est tout le groupe qui s'identifie comme victime des violences ou de la répression.

Les violences cycliques⁸ qu'on observe dans la région des Grands Lacs développent également des solidarités négatives ethniques et régionales. Ainsi une même conduite répréhensible⁹ est tantôt acceptée, voire encouragée, tantôt réprimée non pas selon les conséquences de toute la société, mais selon l'ethnie ou la région de la personne qui commet le forfait ou celle de celui qui juge l'acte.

Enfin, lorsqu'une des ethnies ou des régions croit avoir mis les autres hors d'état de nuire par leur exclusion ou le massacre d'une partie de leur groupe, quand elle les a sérieusement terrorisées, elle pense ainsi les dominer et jouir d'une paix durable. Cette illusion de domination va se traduire notamment dans les périodes électorales à travers une propagande raciste et une mobilisation qui confond sciemment compétition électorale et affrontement ethnique ou régional.

La dégradation des valeurs socio-culturelles

Les violences dans la région des Grands Lacs sont à la fois la source et la conséquence de la dégradation des valeurs socio-culturelles. Certaines d'entre elles ont particulièrement été mises à l'épreuve (Ntahombaye 1999:129-140).

L'unité, qui est un concept pratique matérialisé par des manifestations concrètes de la vie quotidienne, notamment par des gestes de solidarité, à travers les relations de parenté et de bon voisinage a perdu tout son sens, dans la mesure où les crises cycliques ont été l'occasion de s'entretuer sur base ethnique et régionale. L'amour du travail et le goût de l'effort qui caractérisaient les sociétés anciennes ont cédé la place à l'oisiveté surtout chez les jeunes. Celle-ci est souvent la source des maux comme le vol, la délinquance et le banditisme qui génèrent souvent des violences.

Les valeurs d'*ubuntu* et d'*ubushingantaha*¹⁰ qui attachaient une grande importance au culte de la vérité, à la justice, au sens de responsabilité, à la fidélité à la parole donnée et qui jouaient le rôle de régulation sociale et de résolution pacifique des conflits par la conciliation, l'arbitrage et la médiation, ont été mises à rude épreuve, parce que les pouvoirs politiques les ont dévalorisées.

Les valeurs morales d'harmonie sociale telles que l'humanité, la tolérance et la tempérance contre les abus ont été également dénaturées, parce que la division, le mensonge et les violences ont pris le dessus, en commençant par ceux-là mêmes qui devaient servir de modèles. La décence, la modestie, la noblesse de cœur, la retenue, le contrôle de soi ont fait la place à la violence verbale et physique.

Alors que la personne humaine était autrefois considérée comme sacrée et inviolable dans son intégralité, on s'est pris au respect de la vie en tuant massivement, en déshumanisant¹¹ et en banalisant les actes criminels.

Comme conséquence, l'Afrique des Grands Lacs traverse depuis une quarantaine d'années une crise multiforme. On y constate d'abord une crise de l'autorité qu'elle soit parentale, éducative, administrative et même religieuse. En effet, beaucoup de parents ou d'éducateurs ont incité les jeunes à participer dans les violences conçues généralement par des hommes politiques avec la bénédiction des gens d'Église. Il y a ensuite une crise d'identité qui se traduit par l'effritement de la conscience historique d'appartenir à une même nation et par l'ébranlement de la confiance entre les différentes composantes de la société. Actuellement, nombreux sont, particulièrement dans la classe politique, qui prônent et privilégient l'appartenance ethnique ou régionale au dépens de la citoyenneté nationale. Enfin, l'Afrique des Grands Lacs traverse une crise évidente de valeurs morales et sociales. Certains dirigeants ont adopté un langage violent et un comportement caractérisé par l'hypocrisie, le mensonge, la calomnie, l'incitation à la haine et à la vengeance, l'injustice, la primauté de l'avoir sur l'être. Toutes ces anti-valeurs s'érigent petit à petit en modèles de comportement que les jeunes générations imitent fatalement.

La dimension régionale des violences et le rôle ambigu de la communauté internationale

Déjà avant les indépendances, les violences avaient pris une dimension régionale, car le Rwanda avait produit les premiers réfugiés d'Afrique, suite à ce qu'on a appelé « la Révolution sociale de 1959 » assistée par la puissance coloniale et l'Église catholique. Ces réfugiés furent contraints de vivre en exil dans les pays voisins (Burundi, Congo, Ouganda, Tanzanie) principalement depuis lors jusqu'au début des années 1990. Toutes les crises politico-ethniques des pays des Grands Lacs entraînèrent leur flux de réfugiés qui se retrouvèrent dans toute la région. Ainsi, l'idéologie de la haine, du génocide et de l'exclusion s'enracina partout, car par l'effet des vases communicants, les problèmes d'un pays furent rapidement transposés ailleurs.

La question des réfugiés devint à la longue un casse-tête non seulement parce qu'ils constituaient une lourde charge pour les pays d'accueil, mais aussi car certains leaders politiques, en dépit des mécanismes mis en place pour la sécurité collective dans cette partie du continent africain,¹² les utilisaient comme une arme redoutable pour déstabiliser leurs pays d'origine. Des rébellions y ont pris naissance et ont parfois réussi à s'emparer du pouvoir après de meurtrières guerres de libération.

Certaines puissances européennes n'ont pas hésité à soutenir une partie des composantes de la société contre les autres citoyens. Par exemple, la Belgique a appuyé ouvertement les leaders rwandais hutu lors de la proclamation de la République en 1961 et a été aux côtés des régimes qui se sont succédé après l'indépendance et qui se sont singulièrement signalés par leur politique d'exclusion, de la haine ethnique et surtout par le génocide des Tutsi en 1994. Plus récemment, la France a joué un rôle très important durant ce génocide, mais continue toujours de le nier, alors que certains hommes politiques européens et américains ont reconnu publiquement leurs erreurs et ont demandé pardon. Ces derniers temps, les rapports entre Paris et Kigali se sont remarquablement détériorés jusqu'à la rupture des relations diplomatiques.¹³ À la suite du génocide des Tutsi en 1994, alors que Mobutu était boudé par la communauté internationale, il réapparut plus fort que jamais. Sur demande de la France, l'Est du Congo accueillit à bras ouverts les génocidaires.

Les événements qui ont eu lieu au Rwanda au moment de la décolonisation ont eu un énorme impact sur les pays de la région des Grands Lacs. Par exemple au Burundi voisin, quelques années après l'indépendance, certains

leaders hutu séduits par le modèle rwandais qui venait de renverser la monarchie étaient considérés comme une menace par leurs collègues tutsi qui, par instinct sécuritaire, se sont efforcés depuis 1966 jusqu'en 1988, d'exclure l'élite hutu des hautes fonctions politiques et militaires.

Pour revenir aux peurs réciproques que développent les différentes composantes de la société, un grand nombre de Tutsi de cette région redoutent toujours l'idéologie du génocide qui y a solidement pris racine depuis longtemps, alors que certains Hutu évoquent sans cesse un projet machiavélique de la construction d'un empire hima qui engloberait le Burundi, le Rwanda, l'Est du Congo et l'Ouganda, dans la perspective de dominer les peuples bantou de ces pays. Comme on le constate, on retrouve à nouveau le mythe hamitique qui a conduit certains politiciens à refuser la citoyenneté à une partie de la population, laquelle est considérée comme « étrangère » dans son propre pays.

Les violences ethniques contemporaines de l'Afrique des Grands Lacs ont permis de mesurer les limites et les contradictions des politiques internationales en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits. En effet, la communauté internationale a recouru à plusieurs procédés pour atténuer ou arrêter les affrontements : l'intervention militaire, la médiation, les sanctions économiques, etc. Au moment des crises aiguës, les Nations Unies ont prôné l'envoi des troupes (MINUAR et Opération Turquoise au Rwanda, ONUB au Burundi, MONUC au Congo) qui se sont particulièrement distinguées par leur médiocrité et leur inefficacité. Le génocide des Tutsi de 1994 s'est déroulé dans l'indifférence générale des grandes puissances de ce monde. Les médiations entreprises par les « sages » africains pour réconcilier les composantes de la société des pays en conflits ne sont pas malheureusement neutres et elles ont du mal à cacher leurs velléités hégémoniques sur la région.¹⁴ Enfin, les propositions avancées par l'Initiative des Chefs d'État de l'Afrique des Grands Lacs pour résoudre les conflits ne sont pas toujours heureuses. Par exemple, les sanctions économiques et le blocus imposés au Burundi en 1996 et 1997 lors du retour par la force de Pierre Buyoya au pouvoir, n'ont pas atteint les résultats attendus. Au lieu de frapper les hommes politiques qu'ils fallaitent rappeler à l'ordre, ils ont produit des effets désastreux sur les couches les plus pauvres de la population.

Conclusion

Comme on le voit, les violences qui secouent périodiquement toute la région des Grands Lacs depuis une quarantaine d'années sont de plusieurs natures

(politiques, économiques, psychologiques, sociales, etc.) qui s'imbriquent les unes dans les autres. Elles ont entraîné des conséquences néfastes sur les sociétés et les États actuels : mauvaise gouvernance, manque de leadership, accroissement du sous-développement, perte des valeurs qui sous-tendaient naguère une bonne cohabitation pacifique.

Les mécanismes proposés pour prévenir, gérer et régler les conflits et les violences ont du mal à porter leurs fruits, car cette partie du continent africain reste non seulement dominé par les démons d'un passé omniprésent peu louable, mais surtout refuse de l'exorciser pour se tourner vers un avenir meilleur. Pour preuve, certains milieux aux niveaux tant national, régional qu'international s'efforcent de banaliser ces violences et même de nier les génocides par des propos et des comportements négationnistes et révisionnistes. C'est à peine qu'ils ne considèrent pas ces tragédies comme « un détail de l'histoire ».

Notes

1. Voir à ce sujet l'intéressante étude d'E. Mworoha (1997).
2. Pour plus d'amples détails, voir leurs publications dans la bibliographie.
3. C'est sur cette base que la Belgique en soutenant les leaders hutu lors de la revendication de l'indépendance voulait instaurer une démocratie qui correspondrait à une majorité démographique.
4. Ces autorités hutu étaient accusées de manquer le sens de commandement, contrairement aux chefs tutsi.
5. Il a été remarqué que les dirigeants au pouvoir avaient la tendance à construire la plu-part des écoles, depuis le primaire jusqu'au supérieur, dans leurs régions d'origine.
6. Durant le génocide, beaucoup de gens ont tué leurs voisins pour pouvoir se procurer leurs lopins de terre.
7. En s'appuyant sur les violences consécutives à l'assassinat du Président Melchior Ndadaye au Burundi, un psychiatre nous livre une remarquable étude : voir S. Barancira (1994).
8. Au Burundi en 1965, 1969, 1972, 1988 et de 1993 à nos jours et au Rwanda en 1959, 1963, 1967, 1973 et de 1990 à 1994.
9. Comme tuer, violer, piller, détruire des infrastructures publiques.

10. L'*ubuntu* signifie le savoir être dans la société, tandis que l'*ubushingantahe* est un ensemble de qualités dont disposaient les notables du Burundi pour réguler la vie sociale à la base.
11. Depuis l'indépendance en 1962 jusqu'en 1994 au Rwanda, les Tutsi étaient appelés des *inyenzi* (cancrelats) qu'on pouvait écraser à volonté ou *inzoka* (serpents) dont il fallait se débarrasser !
12. Comme la défunte Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL).
13. Jusqu'à la fin des années 1990, la France considérait le Rwanda comme le modèle qu'on pouvait rêver pour l'Afrique en matière de transition entre la période coloniale et la démocratisation du continent.
14. À plusieurs reprises, il a été constaté que l'Ouganda a des visées expansionnistes sur le Rwanda et la Tanzanie sur le Burundi.

Références

- Barancira, S., 1994, « La crise d'octobre 1993 : les retombées psychiatriques », *Au cœur de l'Afrique*, n° 2, pp.11–17.
- Chrétien, J. P., 1991, « Les racines de la violence contemporaine en Afrique », *Politique africaine*, n° 42, pp.15–27.
- Classe, L., 1930, « Pour moderniser le Rwanda, le problème des Batutsi », *Essor colonial et maritime*, n° 489, pp. 45–51.
- De Lacger, L., 1939, *Le Rwanda*, Kabgayi, s.e.
- Des Forges, A., (éd.), 1999, *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*, Paris : Karthala.
- Gerken, G., 1949, *Les Batutsi et les Bahutu. Contribution à l'anthropologie du Rwanda et de l'Urundi d'après les mensurations recueillies par la mission G. Smets*, Bruxelles : Académie royale des Sciences d'Outre-Mer.
- Gahama, J., 1983, 2001 (2e éd.), *Le Burundi sous administration belge*, Paris : Karthala.
- Gahama, J., 1999, (sous la dir.), *Démocratie, bonne gouvernance et développement dans la région des Grands Lacs*, Bujumbura : Régie des productions pédagogiques.
- Harroy, J. P., 1984, *Rwanda 1955–1962. De la féodalité à la démocratie*, Bruxelles : Hayez.
- Harroy, J. P., 1987, *Burundi 1955–1962. Souvenirs d'un combattant d'une guerre perdue*, Bruxelles : Hayez.
- Hiernaux, J., 1956, *Analyse de variations des caractères physiques humains en une région de l'Afrique centrale : Rwanda- Urundi et Kivu*, Tervuren : Musée royale du Congo belge.

- Logiest, G., 1988, *Mission au Rwanda. Un Blanc dans la bagarre Hutu-Tutsi*, Bruxelles : Éditions Didier Hatier.
- Moeller, A., 1936, *Les grandes lignes de migrations des Bantous de la Province orientale du Congo belge*, Bruxelles : Académie royale des Sciences d'Outre-Mer.
- Mworooha, E., 1977, *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs*, Dakar/Abidjan : Nouvelles Éditions africaines (NEA).
- Nditije, C., 1999, « Les dimensions anthropologiques, socio-culturelles et psychologiques du conflit », in Gahama, J., 1999, (sous la dir.), *Démocratie, bonne gouvernance et développement dans la région des Grands Lacs*, Bujumbura : Régie des productions pédagogiques, pp. 28-44).
- Ntahombaye, P., 1999, « Le rôle des institutions sociales dans la promotion de la culture de la paix et de démocratie au Burundi », in Gahama, J., 1999, (sous la dir.), *Démocratie, bonne gouvernance et développement dans la région des Grands Lacs*, Bujumbura : Régie des productions pédagogiques, pp. 129–140.
- Ryckmans, P., 1948, *Dominer pour servir*, Bruxelles : Édition Universelle.
- Seligman, L., 1930, *Races of Africa*, London : Oxford University Press.